

# Réactions écrites au paper

## « Agir Ensemble Autrement »

### 1. **Philippe Egger, Président IRED, ancien senior advisor du Président de BIT/OIT**

Bonjour Fernand,

Merci pour cette contribution brillante qui traduit ton engagement de toujours, ta vivacité d'esprit et ta curiosité. Tu nous épates ! Sur le constat que tu fais, celui-ci est largement partagé en cohérence avec les auteurs que tu cites, et que contrairement à toi je n'ai pas tous lus !

Je partage aussi largement ton état d'esprit entre indignation, rejet et révolte.

Que faire donc, mais de manière utile et relativement à nos faibles moyens, ce qui ne devrait pas limiter notre ambition. Sur ce point il serait utile de prendre le temps de la réflexion et de consulter largement au travers de modalités à définir.

Il est opportun de recueillir les avis des personnes en copie pour déterminer d'un commun accord un chemin qui serait utile pour l'IRED et à la hauteur de l'engagement que tu portes et que nous portons.

A bientôt donc,

Philippe

### 2. **Déogratias Nyionkuru, ingénieur agronome, Prix Fondation Baudoin et ancien Adisco, Burundi**

Cher Fernand,

Je viens enfin de lire ou plutôt relire ton analyse et me joins aux autres pour te féliciter.

Tu me connais assez, je pense, je me contenterai de poser des questions non pas pour remettre en cause ta brillante réflexion, mais pour identifier les pistes "réalistes" pour avancer.

1. Ton ‘paper’ est un réquisitoire virulent du capitalisme/néolibéralisme qui, actuellement contrôle l'humanité et qui est prêt au suicide (en particulier écologique) pour maintenir ses privilèges. La réélection de Trump en est certainement l'illustration parfaite. Au-delà de Trump, l'extrême droite dans toutes les grandes démocraties

occidentales (France, Allemagne, Pays-Bas, Italie, etc.) a le vent en poupe. Pour dire qu'une partie importante de la population rejette finalement le monde social que tu appelles de tous les vœux. En Belgique par exemple dont je connais mieux la situation, le parti socialiste, après quelques décennies au pouvoir est actuellement laminé et a de la peine à surnager. Que s'est-il passé ? Quels sont les jeux de force en action pour arriver à ce revers ? Nous devons donc en priorité répondre à cette question. Accuser les forces du marché est trop facile. La plupart des pays du Nord sont au bord de la faillite (France, GB, Allemagne) suite aux dépenses engagées dans le social. Quelles pistes proposons nous pour les maintenir à flot ? Oui certes taxer es plus riches, mais, ils ne se laisseront pas faire. J'ai vraiment peur que de telles incertitudes ne conduisent à une nouvelle guerre mondiale pour dessiner de nouveaux horizons.

2. Il serait intéressant d'étudier le fonctionnement des pays scandinaves (Danemark, Norvège, Suède, Finlande) qui présentent les meilleures performances de qualité de vie. La Suisse, ton pays et la Hollande sont aussi dans ce peloton. Je ne connais vraiment pas ces pays (sauf un peu la Suisse et les Pays-Bas), mais j'entends souvent dire que leur réussite repose avant tout sur la bonne gouvernance ; Il me semble que ton paper n'explore pas suffisamment cet ingrédient, mais tu fais bien de nous partager la réflexion de Fodé centrée essentiellement sur elle.
3. Curieusement le déclin des partis socialistes du Nord correspond à celle du forum social mondial. J'ai eu le privilège de participer à trois de ces fora : Porto Allegre, Montreal et Dakar et ai ensuite refusé d'y aller- Les socialistes Belges m'en donnaient toujours l'opportunité- parce qu'à part scander le slogan "un autre monde est possible" que tu reprends à plusieurs reprises dans le texte, je ne trouve rien de concret que ces fora ont changé. Je peux me tromper et aidez-moi. A Dakar, le président Wade (un fervent défenseur du libéralisme) après avoir longuement refusé de venir ouvrir les cérémonies a fini par se présenter quelques minutes (avec deux heures de retard !) pour lâcher une phrase terrible. "Bienvenu au pays de la Teranga (Sénégal), mais je ne crois pas du tout dans votre démarche et ne suis venu que par politesse. C'est seulement par la création de la richesse et idéalement au sein des entreprises privées que l'on dégage des moyens pour garantir des services sociaux durables et de qualité". C'est pourquoi ta proposition du soutien à la création de petites entreprises me séduit. De tout mon travail de développement, car je suis en plein bilan depuis que je viens de décrocher, la création de la MDE (des milliers d'emploi) et des coopératives agricoles ou d'artisans (une cinquantaine avec près de 20.000 bénéficiaires !) représentent sans nul doute les meilleurs succès. Nous devrions en conséquence approfondir cet aspect. Comment aller plus loin ?
4. La pauvreté et les inégalités comme corollaire ne sont pas uniquement des fruits du manque de l'argent et de la technologie, (un message que je martèle à plusieurs reprises dans mon livre) mais aussi de multiples exploitations dont a souffert et souffre encore l'Afrique, page 68 et ailleurs du livre.  
L'Afrique n'est pas pauvre uniquement par manque de ressources et de technologie, comme veulent nous le faire croire la Banque mondiale, le FMI et lesdifférents formes de coopération. Loin s'en faut ! L'esclavage, la colonisation et aujourd'hui les

différentes formes de néo colonialisme (la dette, la promotion de la voie unique occidentale,

La violence, les guerres et les coups d'États, les sanctions économiques, les assassinats, etc. sont devenus de puissants instruments pour mettre au pas l'humanité entière derrière les intérêts des multinationales qui contrôlent désormais les pays les plus puissants du globe. Les décrets signés par Trump cette semaine en sont l'illustration parfaite. Toute nation qui cherche à contester la suprématie américaine, quel que soit son orientation politique se verra désormais imposé des sanctions qui mettront à mal son économie. Les pays d'Europe occidentale, malgré leur puissance et une idéologie libérale partagée avec les USA en font actuellement les frais.

La violence devient progressivement le mode de contrôle du pouvoir et le discours sur le respect des droits humains, de la démocratie, de la bonne gouvernance sonne de plus en plus creux, alors qu'il reste le socle du changement de paradigme que tu mets en avant. C'est bien gentil de prêcher la non-violence de Ghandi ou de Martin Luther King pour changer le monde, mais soyons conscients du "Cannibalisme" du capitalisme mondial. Et heureusement que tu mets en avant des méthodes plus corsées comme celles du Mouvement des Sans terre avec lesquels j'ai eu le privilège de passer quelques heures dans l'occupation d'un Hacienda jusqu'à ce que l'armée (en réalité une milice privée) vienne nous déloger. Nous étions vraiment pitoyables...Je n'en entends plus trop parler du MST.

Tu fais bien d'aller plus loin en explicitant que nous sommes des épargnants, des consommateurs, des électeurs (Un peu le nouveau slogan du réseau INADES : L'alimentation est un droit, manger, un vote) et là je te suis encore mieux. Épargnants, oui certes, mais nos montants ne représentent que des miettes comme tu l'as si bien expliqué (1% des riches déteint 43% de la richesse mondiale). On assiste aujourd'hui par exemple au retrait systématique des banques occidentales du continent Africain jugées trop peu rentables. Elles sont en général reprises par des banques maghrébines surtout marocaines qui perpétuent les mêmes mécanismes. Pour dire que les inégalités se structurent en pyramide, y compris dans les sociétés pauvres et parfois avec plus de violence.

J'ai eu le privilège de passer une semaine avec la société civile Palestinienne à Sharm El Sheikh (C'était la seule manière de faire rencontrer ceux de Cisjordanie et de la bande de Gaza) pour un séminaire sur l'éducation populaire. Ils m'ont longuement expliqué comment elle usait et abusait du boycott des produits israéliens, mais aussi les limites du système. Les gens étaient formés à identifier les codes-barres, (le 6) mais le système n'a duré que peu de temps, les usines israéliennes ont carrément changé les codes-barres des produits.

En Afrique, le capitalisme n'a pas besoin de toutes ces manœuvres. Il a réussi à convaincre que seuls les produits importés sont sains et de valeur. Comme je ne cesse de le matraquer dans mon livre, le plus grand malheur de l'Afrique est d'avoir perdu l'estime de soi, de se considérer comme peuple inférieur et de passer sa vie à essayer de rattraper l'occident considéré comme le modèle planétaire, une course folle de "rattrapagisme" sans issue qui ne fait qu'accroître le fossé. C'est bien cela qui justifie le choix du titre et mon engagement actuel, non pas tellement pour le développement (mem si !) mais pour la dignité. Il s'agit de vivre pleinement le moi et ne pas rentrer

dans les dynamiques d'accumulation au nom du soi-disant développement. Des étudiants et des professeurs de la faculté d'agronomie à Thiès au Sénégal m'ont dit de faire le jeu de l'Occident en maintenant l'Afrique dans la pauvreté au lieu de les rattraper.

C'est aussi lors de la présentation de mon livre à Gembloux en Belgique que j'ai expliqué que croissance ne rime pas avec développement, un concept que reprendra Olivier de Schutter avec qui nous étions (c'est lui qui a préfacé le livre) pour en révéler sa plénitude (cfr. P. 30 de mon livre). Je crois chaque jour un peu plus à la restauration de la confiance en soi, de l'estime de soi et dans la dignité comme principale fondation du salut de l'Afrique, une conviction que j'ai acquise en suivant les formations du Dr Aboubacar Ly, un médecin vétérinaire Burkinabé fondateur de l'APSS (Association pour la promotion de l'élevage en savanes et au Sahel) et à qui la coopération Suisse (DDC) a coupé les subsides au motif d'être un idéologue dangereux... D'autres heureusement perpétuent son legs.

Néanmoins, nous devons faire le constat que l'Amérique latine qui a le mieux assimilé ces idées de transformation sociale semble faire du surplace et semble récupéré par les forces du marché comme c'est le cas en Argentine, tandis que le Brésil continue à balancer entre un Bolsonaro de l'extrême droite et un Lula de gauche, alors que le Vénézuéla et le Cuba qui se sont enfoncés dans le communisme ont subi les fureurs de l'oncle SAM, tout en prêtant le flanc par des scandales de corruption honteuses et contraires à leurs principes.

La conscientisation devrait en tout cas figurer en droite ligne dans la stratégie. J'ai développé en puisant largement chez Ly un module de "formation psycho humaine" à améliorer.

Comme le fait Philippe, se pose maintenant la dure réalité des moyens et de la reconnaissance pour devenir les porte flambeaux de ce combat. De nombreuses organisations nous ont devancé et disposent de moyens comme le CFSI que j'ai cité dans un précédent message, ou je suppose Fodé qui visiblement possède des entrées importantes.

Quelles sont tes propositions très concrètes sur cette question de faisabilité, sans oublier que nous semblons avoir mis dans les tiroirs le projet de « Développement autrement ? ».

Belle soirée

## **5. Milaso Chérel-Robson, CNUCED, CE/IREC**

Cher Fernand,

Votre papier aborde les préoccupations que nous partageons tous et toutes.

J'ai essayé d'apporter dans ce qui suit une vision plus nuancée que celle que j'aurais eue il y a encore deux ans.

Haïti : un microcosme du pire

Ajoutons aussi Haïti à la liste des situations où l'horreur domine.

Il y a des causes profondes à cela, des nœuds gordiens qui interpellent le Nord, le Sud, les limites de la solidarité. Nous avons analysé tout cela dans le document que je joins ici, et dont j'ai été la principale rédactrice en 2021-2022.

Aujourd'hui, les gangs ont réussi à contrôler 85% du territoire dans la zone métropolitaine de la capitale. Le pays compte à présent plus d'un million de déplacés, soit près de 10% de sa population.

Plus de la moitié de la population souffre de la faim. Des dizaines de milliers d'emplois formels ont disparu sans parler des dégâts sur le secteur informel.

Les gangs sévissent aussi dans les zones péri-urbaines et les zones rurales, où ils commettent des actes de vandalisme et persécutent des agriculteurs y compris dans la plus grande région productrice de riz du pays.

Le recrutement des enfants par les gangs est en hausse de 70% et ils constitueraient désormais 50% des nouvelles recrues.

Malgré ces faits qui nourrissent l'image d'un pays qui sombre, Haïti ne sombre pas.

La situation se dégrade mais serait pire sans le travail d'un collectif d'acteurs engagés. Le pays tient grâce notamment aux éléments suivants.

1. Engagement fort de plusieurs fractions de la société civile, y compris la diaspora : alliances, coalitions, manifestations, conférences, actions concrètes.
2. Maintien du pays au niveau financier grâce à de nombreuses personnes compétentes et patriotes au Ministère de l'économie et des finances et à la Banque centrale
3. Travail continu des Nations Unies et des ONG sur le volet humanitaire
4. Travail continu à maintenir les germes d'actions liées au développement

Alors s'il y a tant d'engagements, pourquoi si peu de résultats ? pourquoi cette impression de constamment pousser la boule de Sisyphe ? Il y a trois grandes raisons à cela.

1. La gangrène de la corruption, de la collusion de l'économique, le politique et le sécuritaire. Parmi les raisons de l'existence et de la puissance des gangs : Des

hommes d'affaires les financent pour garantir leur mainmise sur des trafics illicites de toutes sortes : marchandises de contrebande, armes, drogue.

2. La puissance des réseaux transfrontaliers criminels. Il n'y a tout simplement pas assez de ressources dédiées à lutter contre eux.

3. Et tout simplement l'énormité des effets cumulés des défis sécuritaires, du changement climatique et des risques économiques et financiers.

Votre papier cerne déjà très bien les contours de l'action. Que faire et avec qui ?

Je retiens les deux idées fortes suivantes.

#### 1. Bâtir une nouvelle coalition

Celle-ci serait dotée d'un programme de travail défini par un ensemble de partenaires en résistance. Quelle gouvernance ? Quels mécanismes foncièrement différents de ce qui existe déjà ? Quelle force de frappe ?

#### 2. Réformer l'ONU.

Oui, bien sûr. Il le faut. Les propositions sur ce qui conviendrait de faire abonde. Il y a notamment celles provenant de Jean Ziegler que vous citez et l'idée d'en faire une organisation tripartite comme l'OIT.

Je rajouterais seulement que je vois tous les jours combien les actions humanitaires des agences onusiennes et des ONGs sauvent des vies. Que malgré l'héritage des missions de la paix précédente, le gouvernement de transition a à nouveau fait la requête d'être assisté par cette voie-là, soulignant les limites de la Force multinationale de sécurité.

Mes réactions sur ces propositions.

Sur les réformes de l'ONU : Il est plus facile de détruire que de construire. Alors les réformes de l'ONU devraient prendre en considération les ressentiments contre les multilatéralismes. Il faudrait faire attention que la brèche ouverte ne fragilise pas davantage l'institution et anéantisse pour très longtemps l'espoir d'aller vers une forme plus adaptée-

Sur la coalition mondiale : Construire une coalition forte c'est du travail à 100% et plus. Quelles ressources financières, quels moyens au-delà du bénévolat d'un groupuscule de personnes ?

Construire une coalition forte requiert un système d'organisation hors du commun.  
De quel mécanisme de gouvernance parle-t-on ?

Quelle place pour les rapports genre ?

Comment tirer profit des nombreux rapports et plateformes de connaissances disponibles au sein des universités, de l'ONU et autres organisations ?

Pour ma part, par exemple, je peux affirmer avoir travaillé sur la palette de sujets que vous mentionné durant les 12 années passées à la CNUCED. Et si on y ajoute les travaux de UNRISD, le constat est simple : pas besoin de réinventer la roue.

Comment transcender la question de la langue ? En devenant une mini-ONU ??

Alors oui, embarquons-nous mais sachons que malgré cela c'est le modèle a minima en termes d'impact. Les armes ne sont pas égales. Nous n'avons certes pas encore capitulé face à la force brutale du capitalisme, du populisme.

Nous avons perdu les batailles importantes des 30 dernières années.

Même Greta et les autres sont devenues inaudibles sur le changement climatique.  
David n'a pas gagné face à Goliath.

C'est dur de se l'avouer, mais il peut y avoir un certain soulagement à le faire pour avancer.

Avancer vers quoi ?

Vers l'amplification des nouvelles formes de résistance

J'ai une foi grandissante dans la communication des exemples de résistance. Ce serait une forme d'action qui serait plus implicite, plus souterraine, moins dans la confrontation et plus dans la construction, la concentration des énergies dans le vivant, et pousser ligne par ligne, exemple par exemple, le champ des possibles. En Afrique, en Asie, en Amérique latine, en Europe.

Il s'agit des changements effectués à petite échelle, au niveau des entreprises de l'économie sociale et solidaire (que votre papier mentionne déjà), et qui gagnent du terrain. Je crois aux petites associations qui aident les réfugiés, ou encore assistent les blessés du capitalisme à outrance à se reconstruire. Des actions qui redonnent de l'espoir que l'amour et l'humain existent encore.

Mon dernier mot

Comme je l'ai dit dans mes premières réactions, trop de gens sont épuisés. Éreintés. Soit par la brutalité du néo-libéralisme, soit par la pandémie, ou encore la grippe, et toujours de par les tracasseries d'une vie passée à trouver de quoi nourrir sa famille, éduquer ses enfants, se soigner, aider les siens dans le besoin, tout en essayant d'avoir une vie faite de curiosités et d'engagements.

Il y a trop de violences dans le monde. Des violences physiques, psychiques et verbales.

Et puis, il y a un désaveu du politique. La confiance aux institutions est largement érodée dans les pays du Grand Sud mais également dans le Nord. Or, une coalition mondiale c'est une forme d'institution politique.

Mon crédo serait de faire coexister les deux approches. La coalition pour donner de la voix à la colère, à l'indignation, au combat.

Et la communication pour donner à voir ce que les aînés comme Déo, Cissocko et tant d'autres font, ont fait. Et ce que des jeunes essaient de construire.

Comme vous le dites si bien : ce monde-là est déjà en construction.

Annexe : Rapport Haïti.

## **6. Maria Theresa Cobelli, Togo/Italie, ancienne directrice IRED Nord et intérêt dans les FFI et OP**

Cher Fernand,

Tout d'abord merci pour cette énième provocation/incitation à faire bouger les lignes. Quand quelqu'un de 91 ans nous propose à nous, dont certains ont dépassé les 70 ans, de faire un plan en un premier temps pour les prochaines 25 années c'est vraiment encourageant et ... ça nous rajeunit !

Bien sûr ta proposition a l'ambition et les caractéristiques de l'utopie, mais j'apprécie le fait que dans la seconde partie tu avances des propositions méthodologiques concrètes, en particulier là où tu dis : "Nous devrions rassembler toutes ces « succès stories » pour en faire un socle de départ d'une action plus importante, intensifiée et dirigée vers le changement du modèle néo-libéral."

et aussi:

"Ne pas réinventer la roue.

Réaffirmer une nouvelle fois que nous devons nous appuyer sur les OSC existantes (leurs leaders et leurs membres) qui réalisent déjà des programmes alternatifs novateurs. Considérer ces expériences comme « la voie à suivre » pour nos nouveaux programmes communs. Il s'agit en fait d'intégrer les activités alternatives existantes et de passer le micro ou sectoriel au meso, puis au macro afin que notre coalition soit capable de peser de tout son poids dans les négociations et les activités de pressuring que nous organiserons. "

A ce sujet, l'IRED, comme tu le dis, peut construire à partir de son réseau et du travail déjà fait dans ce sens.

Je donne un exemple qui, même s'il est daté, à mon avis peut avoir de l'intérêt. Dans les années '90, l'IRED Nord avait démarré son activité par une recherche sur les expériences de lutte contre l'exclusion en Europe du Sud. Pour chacune des expériences novatrices identifiées on avait rédigé une "fiche FPH", en suivant le modèle de la FPH (Fondation pour le Progrès de l'Homme) de Paris qui nous avait financé et surtout inséré dans le réseau international qui était engagé dans ce genre de travail de capitalisation de l'existant. Je vous joins juste quelques pages avec l'introduction et le sommaire + des fiches à titre d'exemple du travail qui avait été fait et qui avait donné lieu à des analyses intéressantes.

En tant qu'IRED on avait aussi élargi le travail aux autres régions du monde et, à partir des différentes études de cas, on avait essayé d'identifier les caractéristiques d'un paradigme socio-économique alternatif. Vous les trouvez à la page 10 du livret rouge que j'ai passé au scanner et dont le titre est "Democratisation through economic empowerment".

Je ne prétends pas qu'on lise tout ça ; c'est juste une indication méthodologique, que certains des chercheurs avec qui on avait travaillé avaient trouvée intéressante. Elle illustre et rejoint d'ailleurs de manière concrète les propositions de Fernand et le travail qu'il a déjà fait avec ses livres.

En attendant d'évaluer la faisabilité de tout cela, à mon avis il faudrait viser tout de suite deux ou trois objectifs très concrets et j'en avance un concernant l'ONU : je trouve impératif qu'on se penche sur la question du DROIT DE VETO, qui bloque toute initiative de paix. Quelle légitimité ont ces puissances qui en jouissent aujourd'hui de disposer de ce droit, alors que, comme les Etats-Unis ou la Russie-elles sont les premières à ne pas respecter la Charte de l'ONU ? Que peut-on faire à ce sujet ? Qui ? Comment ?

A mon humble avis c'est à partir d'une expérience et d'une bataille concrète qu'on pourra construire quelque chose de plus ample.

Une fois de plus merci Fernand et bonne année à tous les amis



Flux  
Illicites\_6be48734 OI

## **7. Olivier Vincent (mon fils), responsable des relations extérieures de l'université de Genève**

Cette envie et ce besoin de changer le monde à 90 ans : chapeau, évidemment...c'est bien ainsi que Fernand Vincent, agitateur et Organo social de métier nous pousse à réfléchir...et agir ! Cette position nous interpelle (a fortiori quand son sang coule dans nos veines). Soit cet élan part d'un principe de vie : même quand tout va mal, les choses peuvent changer vite dans un proche futur et il faut creuser la Voie (le devoir d'espoir d'Edgar Morin en 1936), soit c'est de la naïveté et de la folie au vu de l'immensité de la tâche, du manque de réalisme, des ressources limitées, du peu d'intérêt de la grande majorité à trouver des solutions, et de la pagaille actuelle. En fait ce n'est ni l'un ni l'autre, car une petite phrase change tout : "j'en ai marre de dire que l'on ne peut rien faire". S'indigner c'est bien, agir c'est mieux : en effet, et c'est imparable. Sinon la porte est ouverte à un monde désabusé, puis nihiliste. Il serait trop facile de dire qu' "une fois le plus le vieux vient avec des idées utopiques !". Alors la question est 'what has to be done' ? Et surtout comment ? qu'est-il réaliste d'entreprendre pour répondre à ce nouvel impératif catégorique ? Actuellement, le monde ne va pas dans la bonne direction : il faut avant tout changer la boussole du système. Un changement de système complet comme tu le projettes a seulement eu lieu par le passé grâce à la technologie (découverte du feu, agriculture, machine à vapeur, internet) ou par la révolution politique ou religieuse (occasionnant par la même des millions de morts). Les derniers pays sortis de la pauvreté l'ont fait grâce au pétrole ou en adoptant le capitalisme existant, sa technologie et parfois sa culture : le Japon, les Tigres de l'Asie du sud-est, puis la Chine, avec tous les défauts que l'on connaît et que tu décris dans ton article : inégalités, violences systémiques et environnementales. Un changement pacifique et bénéfique pour la majorité sur la base d'un mouvement de la société civile serait inédit dans l'Histoire. A rebours de cette tendance, le modèle démocratique est actuellement remis en question de partout : en Chine, en Russie, en Afrique, etc et même pourrait-on dire, aux USA et en Europe avec une poussée des extrêmes droites (sans parler de l'islamisme radical). En lisant ton article, et c'était ma première réaction, j'ai pensé que c'était la réflexion d'une certaine génération qui a vécu la reconstruction d'après-guerre, la mise en place de l'ONU, les Trente glorieuses, les indépendances, génération à laquelle j'appartiens presque moi-

même (1973) alors que lors de mes études dans les années 1990 on parlait encore de globalisation et de fin de l'Histoire. Aujourd'hui, et la nouvelle génération aura à lui faire face, on assiste à un détricotage de ce monde et de ce qu'il portait, on assiste au retour à la loi du plus fort et à la polarisation des nations et des peuples dans de nouveaux blocs. Dans ce contexte, ton article soulève une question fondamentale qui est celle du soutien de la majorité à de nouvelles valeurs, nécessaire à une action de pressuring efficace. Ne pas oublier que la moitié des États-Unis a voté pour Trump dans le cadre d'un exercice démocratique exemplaire : qui va presser contre qui ? Et quelles seront les motivations des "pressurers" ? Un petit nombre sera motivé par un élan humaniste, voire spirituel. La majorité aura cependant besoin d'une promesse d'un monde meilleur, qui justifie les sacrifices demandés. Par le passé, la religion a promis le paradis après la mort (voir Marx, ou actuellement elle promet le paradis aux martyrs islamistes), le capitalisme a promis l'ascension sociale aux travailleurs. Il faudra répondre à cette question, en Afrique, mais aussi en Chine, en Russie, en Europe. Il y a aussi une question de timing : la justice sociale est-elle la première préoccupation de toutes et tous, alors que les gouvernements pensent à développer leur puissance ou à résister aux pressions, voire invasions (cela passe évidemment par le réarmement), que l'industrie cherche le monopole et la concentration du pouvoir économique et financier, que les entrepreneurs se concentrent sur la technologie et l'intelligence artificielle, que la crise environnementale nous menace des pires fléaux (et il y a sur ce dernier point un vrai conflit de priorité avec la justice sociale, alors que les deux sont liés)? Voilà pour la réaction à chaud et le contexte global tel que je le ressens actuellement. Il faut donc réorienter la boussole et pointer vers un monde plus juste. Le message principal que je retiens de ton article et qu'il faut commencer par identifier les bonnes pratiques qui nous montrent la bonne direction, puis les fédérer et les promouvoir. Ce que je pourrais ajouter, en qualité de bon Suisse de gauche mais libéral, (mais tu en parles déjà) c'est que l'agent ultime du changement est l'individu, certes englobé dans des entités collectives, mais seul à même de pouvoir agir. Cet individu est trop souvent peu conscient de ces enjeux et désemparé face aux choix à effectuer. Et souvent, les choix qui mènent vers un monde plus juste demandent des sacrifices qui ne sont pas toujours faciles voir possibles : la crise des gilets jaunes suite à la taxation du coût de l'essence pour des raisons écologiques en est un excellent exemple. Comment demander à un ménage qui peine à joindre les deux bouts de payer plus cher son café ? Face à cette complexité, le populisme et la promesse de l'accès au consumérisme sont des réponses faciles et directes, même si l'envie d'un monde meilleur et plus juste -mais lointain- est toujours là. Il faudrait donc pouvoir sensibiliser les individus sur les champs du possible et les relier aux enjeux globaux. Cela passe par l'éducation et la responsabilisation, qui

pourraient être l'enjeu du réseau des réseaux dont tu parles, une toile d'informateurs-formateurs sur les possibilités d'action. Chacun devrait pouvoir -et vouloir - faire le bilan des conséquences de ses actes au plus près des connaissances scientifiques et objectives, en dehors de toute considération politique. C'est par exemple l'objectif de sensibilisation de l'Initiative pour des multinationales responsables sur laquelle nous allons voter tout prochainement. Et si l'on commençait par gagner ce premier combat ?

## **8. Véronique Vincent (ma fille) communication / informations ONG/OP, Editrice d'IRED FORUM**

Je termine la lecture d'Agir Ensemble Autrement. Bravo pour cette réflexion nécessaire face aux fléaux de ce monde.

Voici mes remarques/suggestions :

- OK sur le constat (qui n'est pas brillant).
- L'ONU semble impuissante à résoudre les problèmes de ce monde. Ne faudrait-il pas envisager de partir sur la base d'une nouvelle organisation mondiale tripartite (comme cité) ?
- Légiférer, oui, mais la politique est en perte de sens, et se dirige de plus en plus vers le populisme et le repli sur soi.
- Ensemble, évidemment. Inventer des actions communes à l'international OK.
- Intéressant : O. Wright, Klein, Mouvement des Sans Terre. Efficacité réelle sur le long terme et mise en pratique ?
- OK stratégie producteurs/salariés/consomma(c)teurs, cependant les salariés ne prendront pas le risque d'être virés, de moins en moins d'électeurs croient en la politique..., les épargnants sont des capitalistes, et pour l'instant, la finance verte n'est pas porteuse (ton expérience en est un exemple).
- La stratégie proposée semble pertinente, mais comment rassemble tout ce monde ? (cf. Organisation mondiale tripartite plus haut ? et/ou Coalition mondiale avec Charte ?
- Durant le COVID, dans les pays européens, le commerce local et bio a nettement progressé. Ce n'est plus le cas actuellement car ces produits coûtent plus cher et les gens n'ont plus le pouvoir d'achat nécessaire pour acheter ces produits vertueux. Nombreux sont les lobbys à s'y opposer avec des moyens financiers et politiques conséquents.
- Enfin, la stratégie du PRESSURING semble la seule capable de s'opposer au système régnant. Pour l'instant, elle est déjà appliquée mais éparpillée, d'où la nécessité d'une Coalition. Je pense notamment à l'exemple récent de Paul Watson dont l'emprisonnement pour désobéissance civile et attaque d'un navire baleinier japonais a fait le tour du monde (notamment grâce aux réseaux sociaux)

et mobilisé une bonne partie de l'opinion publique internationale, y compris au Parlement à Genève !

Je m'interroge aussi sur le 1% des plus riches. Ne serait-ce pas à eux de prendre leurs responsabilités et financer des actions/programmes pour rendre le monde plus juste (il me semble que Warren Buffet avait lancé un appel à ses confrères pour payer plus d'impôts et contribuer davantage au développement d'une société plus équitable). La taxe Tobin dont on parle depuis des années serait aussi un remède pour financer des actions/programmes dans ce sens, ainsi que l'annulation de la dette des pays du Sud.

Dans le monde actuel où la technologie se développe à vitesse grand V - y compris l'AI, il me vient à l'esprit le livre d'Asma Mhalla "Technopolitique" qui constate que les géants des Big Tech, entités hybrides, redéfinissent les jeux de pouvoir et de puissance dans le monde, et remettent en cause la démocratie et les Etats. On en a un exemple flagrant avec Elon Musk en ce moment. La proposition de l'auteure : s'y opposer par l'innovation politique.

## 9. **Richard Wehrli, Journaliste, Suisse, France, Bruxelles**

Mon cher Fernand,

D'abord une très bonne année 2025. comment vas tu ?

Faire renaître l'espoir, tel est notre défi commun !

Amitiés,

**Abonnez-vous à «Republick», la newsletter qui bouscule la France chaque mardi. En un clic. Et c'est gratuit !**

<https://www.blick.ch/fr/newsletters/inscrivez-vous-a-la-newsletter-sur-lactu-francaise-de-blick-id17938996.html>

**Richard Werly - Editorialiste France/Europe**

[www.blick.ch/fr](http://www.blick.ch/fr). Ringier Publishing Group **Twitter: @werlyCH**

Tel France: +33608739269. Tel Europe/Monde: +32484928391

Bruxelles/BE: 186/13 Avenue de Tervuren - 1150 Bruxelles

Paris/FR: Ringier / 3 rue de l'Arrivée. 75 749 Paris Cedex 15

Lausanne/CH: Avenue de Rumine 20, 1005 Lausanne – Suisse

**10. Fodé Ndiaye, Sénégal, ancien Représentant des Nations Unies au Niger, en Afrique Australe et UNCTA, Régional, Togo**

Il vient de créer le Centre de formation/appui de formation en leadership/management pour une meilleure gouvernance en Afrique, Vous trouverez le dossier en entier en cliquant sur le lien suivant :



**11. Mamadou Cissokho, Fondateur du réseau d'OP « Roppa », Sénégal**

Difficile d'obtenir de Mamadou une réponse écrite. N'est-il pas l'exemple de la civilisation orale ?

Mais je reçois chaque semaine des dossiers et vidéos très intéressantes qui sont sa réponse à mes interrogations...

Cependant :

Voici en plus la réponse de mon grand ami Mamadou CISSOKHO, Président fondateur du Réseau des organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest (ROPPA), après mon invitation à commenter mon livre « Développer l'Afrique Autrement » :

« Comme tu peux l'imaginer, mon engagement personnel pendant au moins cinq décennies sur l'Afrique, sur l'histoire des sociétés... ne me facilite pas une neutralité dans les prises de position, sans pour autant nier mes convictions sur les mauvais départs de notre continent.

Je garde en mémoire les combats de René DUMONT et de Jean ZIEGLER. Je reste convaincu que le système économique dominant ne laissera pas de marge de manœuvre qui permettra un changement de paradigme dans les rapports de force, uniquement par la volonté politique des leaders africains, même unis.

Les constructeurs du système n'ont pu changer de temps en temps les règles que par la guerre. Loin de moi, l'idée d'entrer dans un pessimisme irréversible, mais les faits et les évolutions historiques en soixante-dix ans, nous invitent à plus de modération dans nos propositions d'action et nos alliances.

Cela me rappelle ce que plusieurs anciens colonisés qui ont combattu pour la libération disaient : « l'indépendance est moins une question de représentation que de politique (établir une constitution, ériger un drapeau, un hymne national, former un gouvernement, être reconnu république indépendante) ».

C'est tout cela évidemment, mais c'est surtout nos capacités de choisir et d'exercer nos volontés.

Mon cher ami, je ne cesserai d'apprécier ton engagement profond pour la justice économique mondiale et la paix dans le monde.

Mamadou CISSOKHO, Bamba Thialène, le 31/08/2020

Et aussi son input récent :

## **Réponse de Mamadou CISSOKHO, Sénégal, 3.2.2025**

Nous devrions partir de :

- Ce que nous sommes (nos identités)
- Ce que nous avons (Nos avoirs, nos savoirs, nos ressources)
- Ce que nous pouvons (Nos capacités)
- Pour construire nos vœux

Nous devrions réapprendre de nos sages : « Seuls nous allons vite, ensemble nous allons loin ».

Revisitons l'histoire de l'évolution des sociétés humaines pour reformuler nos futurs communautaires.

Avant Trump, Clinton a décrété : « Trade, No Aid ! ».

L'existence de l'Amérique et sa survie sont incompatibles avec les visions et valeurs qu'énoncent quelques rares leaders

Éclairés comme Carter. Merci à Trump qui nous a mis à l'épreuve.

Agir en communauté ou accepter la soumission éternelle.

De la périphérie, je n'ai pas de réponse.

Que 2025 ressemble à 1945. Le processus de lutte

Le processus de lutte continue.

Mamadou CISSOKHO, de la périphérie.

Dakar 2.2.2025.

## **12. Loïc Barbedette, France, psychopédagogue, formateur IPD AC Douala et accompagnateur des OP d'Afrique de l'Ouest**

Cher Fernand,

Ravi d'avoir de tes nouvelles et de voir que ton esprit est toujours en éveil. Ton "paper" est très consistant. J'en partage en grande partie les constats ainsi que l'analyse et les soubassements sur lesquels elle repose. Tu demandes mon point de vue : je te joins mes commentaires, plutôt sous forme de partage de réflexions suscitées par ton papier. J'y joins un extrait d'une note plus partielle que j'avais rédigée à l'intention de la FONGS sur le même sujet.

Merci en tout cas pour ce papier stimulant.

Avec toute mon amitié, à partager avec Monique,

Loïc

Points de vue autour de "agir ensemble autrement" de Fernand Vincent

Je commence par la première partie, "OÙ EN SOMMES-NOUS ? UN MONDE EN DÉSARROI". Tu pars à juste titre de la question des inégalités. Personnellement je l'aborde sous l'angle de l'accentuation des écarts, qui s'observe tant au Nord qu'au Sud et non pas seulement entre le Nord et le Sud. Il me semble qu'il faut l'analyser sur ces deux plans pour voir quel ordre nouveau se construit (et va s'accuser dans le monde dans lequel veulent entraîner Trump et ses affidés) dans la poursuite de la logique de domination néo-libérale. Ces écarts ne sont pas seulement économiques : ils "écartent" et se construisent dans les mentalités et la montée des intolérances (l'autre vécu comme une menace). Ils créent de nouveaux ghettos.

Le tableau que tu dresses est très fourni mais reste énumératif. Comme le disait Boubacar Ly, "un tas de brique ne fait pas une maison". Il nous faut débusquer le ciment et ce qui le fait prendre. Plusieurs pistes sont données par les auteurs que tu cites autour de la course à la croissance qui masque la course au profit et à la maîtrise du monde. Je te joins un texte appliqué aux organisations paysannes africaines qui te fait part de mes réflexions à ce sujet.

Je m'attarde sur deux aspects que tu traites à propos de l'Afrique (celui de l'eau devient universel. Le premier que je l'ai entendu annoncer, dès les années 70, était Bernard Lecomte).

- La propriété des terres. Pour moi le problème clé est celui de l'accès à l'espace. Il est bien sûr accusé par les captations foncières que tu évoques, mais il est plus large : c'est, dans un contexte d'expansion démographique, celui de l'avancée des fronts pionniers agricoles, de la concurrence sur l'espace des agriculteurs et des éleveurs, de l'extension des villes, des captations foncières des élites africaines. Il menace directement les petites exploitations familiales et c'est l'habitabilité des territoires dont nous dépendons qui posera de plus en plus problème, sachant que la question de l'espace se croise avec celle du changement climatique et des migrations qu'il impose. Bruno Latour a réfléchi sur ces questions. Il pensait qu'aux conflits de classe sociales du précédent ordre du monde (l'ordre industriel) se substitueraient des conflits de "classes géo-politiques" et cherchait les voies de nouveaux types de négociations.

- La faim : c'est une question sur laquelle je travaille actuellement (autour de l'évolution des systèmes alimentaires paysans) et sur laquelle la pensée des experts de haut niveau de la FAO a fortement évolué. Si l'on excepte les zones de guerre et celles de catastrophes naturelles où la famine existe, on ne meurt plus de faim en Afrique, mais de maladies liées à l'alimentation. Il y a bien un problème, mais c'est un problème d'accès (voir les émeutes de la faim des années 2007/2008) et de qualité. Un problème de nutrition et de santé.

Il y en a d'autres qui créent du "désarroi" et que je ne sens pas dans ton analyse. C'est notamment celui – tellement sensible aujourd'hui en Afrique de l'Ouest – de l'insécurité, liée à la montée du djihadisme et l'affaiblissement des États, ou celui des migrations. Dans les deux cas les victimes se comptent par centaines de milliers. Et puis il y a partout dans le monde les nouveaux recours avec le populisme, la montée de l'autoritarisme et le recul de la démocratie, le retour de l'intégrisme et de l'intolérance.

Ta deuxième partie (LE POUVOIR A ÉTÉ ACCAPARÉ PAR LE MODÈLE DOMINANT) articule les deux clés de ton texte : la question du pouvoir et

celle du modèle. Elle est très courte, et pourtant essentielle et c'est elle qu'il faudrait approfondir pour penser une alternative ;

On arrive ainsi à ta troisième partie (EXISTE-T-IL UNE ALTERNATIVE ? OUI, UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE). Ton raisonnement est un peu curieux. Tu commences par affirmer ton postulat (que tu affineras dans les parties suivantes), et tu prends dans un deuxième temps appui sur une série d'auteurs sympathiques "pour confirmer la validité" de ton affirmation. On attendrait plutôt la démarche inverse. Je crois que tu vas un peu vite en besogne au risque de faire un court-circuit et de prendre nos désirs pour la réalité. Mais ton titre et son auto-citation initiale nous ont averti : ton souci est d'abord d'agir, et tu n'as pas tort, du moins dans notre pensée occidentale post-médiévale. Mais quel est le défi aujourd'hui ? changer de modèle pour viser les mêmes buts (réformer, adapter la stratégie) ? changer de boussole comme le préconise de Schutter, c'est-à-dire changer de buts ? ou changer de paradigmes, c'est à dire de façon de penser ? C'est bien la difficulté d'y voir clair qui nous paralyse.

Tu ouvres une voie intéressante dans ta quatrième partie (UN AUTRE MONDE EST DÉJÀ EN CONSTRUCTION). Je pense qu'il faut l'élargir. Effectivement, regardons le monde et la façon dont il se construit à travers l'exercice du pouvoir. Je l'ai dit plus haut : l'entrée par le pouvoir me semble une bonne entrée. Elle est éminemment politique. J'essaie de comprendre comment tu saisis cette question. Tu te concentres sur le "pouvoir potentiel" des acteurs qui peuvent faire advenir une alternative (mais il s'agit quand on regarde ta grille d'analyse du pouvoir des acteurs d'ici – n'oublions pas les autres – c'est en partie mon propos dans "penser et agir à partir de l'Afrique" – voir "shaker"). C'est un peu la démarche d'Alinsky que tu citeras plus loin et dont les actions visaient clairement comme tu le rappelles de permettre à des acteurs dominés de changer le monde en se réappropriant leur pouvoir sur le monde concret dans lequel ils sont insérés. Mais Alinsky était un activiste (le titre original de son manuel - rules for radicals – a été édulcoré en français, et sa visée politique complètement neutralisée dans le monde du développement avec son concept d'empowerment : voir dans la note que je te joins ce que disait Cissokho sur ce discours convenu qui permet à tous de "dire la même chose alors qu'on ne pense pas la même chose"). Alinsky mobilisait à partir d'une analyse fine des situations vécues par des acteurs qui avaient un visage et avec lesquels il interagissait. Il faudrait appliquer la même démarche précise pour éviter des généralisations qui font passer à côté des réalités telles qu'elles sont vécues et de leurs contradictions. Quelle est la réalité du pouvoir des salariés alors que le syndicalisme est en perte de vitesse ? Pourquoi les consommateurs ne consomment-ils pas local ? quel est le pouvoir des

électeurs s'ils ne croient plus en la démocratie, et pourquoi n'y croient-ils plus ? Comment fonctionnent les réseaux sociaux ?

Et puis le monde se construit avec d'autres pouvoirs, ici et ailleurs, qu'il faut aussi analyser : les jeux de pouvoir s'inscrivent dans un rapport de force.

Viennent alors tes propositions de stratégie (CRÉER UNE COALITION MONDIALE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE). "Notre force organisée obligera les acteurs du modèle dominant à négocier ou accepter nos propositions. Nous devons donc pour être plus forts encore pour être capables de promouvoir les changements nécessaires" (...) "Cette stratégie repose donc sur la pression des membres (organisations et individus) de la société civile sur ceux et celles qui détiennent le pouvoir que nous contestons". Je ne connaissais pas le terme de "pressuring" qui qualifie la modalité d'action que tu privilégies. Je ferais deux observations par rapport aux exemples sur lesquels tu prends appui.

- Celui d'Alinsky (et de façon plus générale des activistes ; ceux qui s'inscrivent dans sa lignée sont principalement les féministes, les militants LGBT et certains écologistes engagés sur le terrain). Leur efficacité d'action est réelle, mais limitée à l'échelle de leurs terrains de lutte (micro-actions nécessaires, mais non suffisantes) : ils connaissent un plafond de verre. Tu poses une question importante autour du passage du micro au mezzo, puis au macro.

- Celui de Martin Luther King. Son action non violente a fait effet de façon synergique et complémentaire avec celle, violente, des Black Muslims. La lecture de James Baldwin, ami à la fois de Martin Luther King et de Malcom X (tous deux assassinés), est très éclairante sur ce point. Tu préconises une gradation de la négociation à la confrontation qui correspond à ton tempérament "tempéré", mais la réalité ne l'est pas. Le monde est violent.

Je n'ai pas le temps de chercher à approfondir avec toi plusieurs réflexions qui me viennent à partir de la lecture stimulante de ton texte. "Un autre monde est déjà en construction". C'est tellement évident s'agissant de celui qui va dans le mur (voir la note que je te joins). Il ne suffit pas, comme tu le fais dans la fin de ton paper d'énumérer des actions à conduire (le "programme") mais il faut décrire comment les conduire, sinon on en restera à des vœux pieux ("y'a qu'à"). Qu'il s'agisse du monde dominant qui gagne chaque jour du terrain ou de celui que l'on préfère voir advenir, je pense qu'il est nécessaire, pour affiner une stratégie de résistance ou de "pressuring", d'approfondir l'analyse des mécanismes du pouvoir (de sa conquête, de son exercice et de la soumission au pouvoir – relire le discours de la servitude volontaire d'Etienne de la

Boétie) pour comprendre les ressorts et utiliser les moteurs et les mobiles de l'engagement.

- Tu préconises de s'appuyer sur l'usage des réseaux sociaux (c'est bien une composante nouvelle du monde qui se construit : les influenceurs ne sont pas les maîtres de ce monde, mais ils sont des rouages essentiels de la maîtrise de sa communication). Très frappant de voir comment on mesure leur influence : au nombre de leurs "followers" – de leurs "suiveurs" donc. C'est quoi un suiveur ? quelqu'un qui arrête de penser et laisse d'autres penser pour lui. On est aux antipodes de la conscientisation et de l'engagement.

- Une autre réflexion est à approfondir sur les ressorts de la violence (j'écrivais plus haut que le monde est violent). Vous avez peut-être suivi les mois derniers le procès des viols de Mazan qui a fortement marqué les esprits en France. Il a entre autres choses stimulé la réflexion sur la masculinité et sa trajectoire destructrice. Une des analyses les plus fines du rapport entre masculinité, violence destructrice et pauvreté (machisme dans les favélas) que j'ai entendue à cette occasion était faite par le jeune Edouard Louis, figure engagée de la communauté LGBT (accessible sur le site de Mediapart, janvier 2025 - <https://www.youtube.com/watch?v=I-kzzm8h0G8>).

Par ailleurs, en lien avec mes engagements actuels vis-à-vis des éleveurs sahéliens, je scrute et questionne les ressorts du djihadisme (très masculin) – la justification eschatologique des guerres saintes. Le retour du religieux (et de l'intégrisme) est aussi une des caractéristiques de cet autre monde en construction. Troublant.

Loïc, Plésidy, 28/29 janvier 2025

**Et son paper sur la FONGS, Sénégal** (voir ses papers sur Academia international)

**Des politiques à courte vue qui ne profitent pas aux paysans (extrait d'une note de suivi de la FONGS, 2020)<sup>1</sup>**

Qui peut dire de quoi demain sera fait ?

On a peur de dire une banalité quand on évoque l'incertitude qui prévaut actuellement dans tous les domaines et qui a encore été accentuée en 2020 par la pandémie du coronavirus<sup>2</sup>.

L'incertitude la plus importante est très certainement celle qui résulte de l'épuisement des ressources et du dérèglement climatique. Le Sénégal en connaît déjà les effets. À cela s'ajoute l'instabilité liée à la montée de la violence et la multiplication des conflits armés. Si le Sénégal a été jusqu'ici à l'abri de la déstabilisation liée à la montée de l'extrémisme, l'expérience récente d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, comme par exemple celle du Burkina Faso où on ne l'attendait pas, montre que l'on ne peut pas être certain que la menace en soit écartée.

Ce qui apparaît par contre certain, c'est que si rien n'est fait pour changer le cours de la compétition actuelle sur les ressources et de la maximisation du profit, les déséquilibres vont s'accroître et les inégalités se creuser. Le mouvement paysan et la FONGS ne peuvent pas fermer les yeux sur cela.

### Réapprendre à vivre avec l'incertitude

Les temps modernes n'aiment pas l'incertitude. L'avènement de la modernité occidentale a introduit depuis le 18<sup>ème</sup> siècle l'idée que les progrès de la science, de la technique, de l'économie, de l'organisation sociale et politique vont permettre de maîtriser le monde, d'éradiquer la maladie, et de rendre les êtres et les choses disponibles de manière permanente et illimitée. S'est ainsi imposé au monde un mode de pensée pour lequel tout ce qui apparaît doit être connu, dominé, conquis, rendu toujours plus prévisible et disponible pour assurer le bien-être et satisfaire une consommation dont la constante augmentation serait le signe du progrès humain, au prix d'une exploitation sans retenue des ressources considérées comme inépuisables.

C'est cette illusion moderne de toute puissance dans la maîtrise du monde et de ses richesses qui est mise aujourd'hui en échec par le "surgissement, selon la formule du sociologue et philosophe allemand Hartmut Rosa<sup>3</sup>, de crises erratiques qui révèle l'inanité d'une volonté de contrôle débouchant sur un chaos généralisé". Il faut donc apprendre à vivre avec l'incertitude, ou plus exactement le réapprendre, car la modernité occidentale est récente dans l'histoire de l'humanité et depuis la nuit des temps l'homme a composé avec l'incertitude : la pensée traditionnelle africaine construit un rapport au monde qui n'est pas fondé sur la toute-puissance de l'homme.

En travaillant sur la transformation des exploitations familiales, le FONGS avait entrepris en 2013 une réflexion de fond sur les voies d'une modernité africaine qui ne soient pas celles de la modernité occidentale et repérait qu'elle consistait chez les paysans à "penser leur vie de façon nouvelle" <sup>4</sup>. Il serait souhaitable que la fédération reprenne et approfondisse cette réflexion. Il y a

en effet urgence à "penser la vie de façon nouvelle" pour affronter les incertitudes actuelles. Les politiques actuelles ne le font pas.

Des visions politiques à courte vue qui ne profitent pas aux paysans

Une fuite en avant

J'annonçais en terminant la revue des activités de la FONGS de 2016 à 20205 que je reviendrai sur le dernier ouvrage que nous a laissé Abdourahmane FAYE dans lequel il s'est appliqué de façon courageuse à "déconstruire les utopies" en faisant une critique sans concession des politiques agricoles qui se sont succédées au Sénégal<sup>6</sup>. Il en résume la constante stratégie par la formule : "toujours faire plus de la même chose". Il montre que "le modèle en vigueur depuis la colonisation est régi par l'objectif de produire plus de biens agricoles et de denrées alimentaires" sans jamais réussir à atteindre l'autosuffisance alimentaire (...). "Les programmes qui incarnent sur le terrain ce modèle orienté vers la recherche de plus de production et de productivité se focalisent sur les cultures et le bétail et escamotent la dimension qui englobe la terre et le cheptel, ainsi que le besoin de reproductibilité et la recherche permanente d'équilibre qui sont à la base des stratégies familiales des paysans". Il dénonce des "agendas politiques bâtis sur le court terme et la recherche de « l'inaugurable »".

Cette fuite en avant procède d'une démission de l'État qui se traduit par une "colonisation du secteur agricole par les projets de coopération dont les stratégies sont décidées par les bailleurs de fonds et consistent pour la plupart à expérimenter chez nous des solutions qui sont supposées avoir réussi ailleurs", et par un "discours édulcoré des autorités sur la cohabitation entre agrobusiness et agriculture familiale" qui cache un "net penchant pour l'agrobusiness qui poursuit la logique coloniale de l'économie de traite" alors que ne sont alloués aux exploitations familiales que "des moyens pour les maintenir en survie"<sup>7</sup>.

Abdourahmane Faye met en évidence cinq conséquences de ces politiques à courte vue :

- les effets de croissance qui peuvent apparaître sont "volatiles et artificiels" : ces politiques peuvent "enregistrer des succès apparents quand la conjoncture mondiale et environnementale est favorable, mais peuvent tout perdre au premier choc économique et environnemental" (le Sénégal risque de le vérifier une fois encore avec les conséquences à craindre de la pandémie du coronavirus).

- la recherche de l'auto-suffisance patine parce que ces politiques ne s'adressent pas aux exploitations familiales, alors qu'elles sont les principales pourvoyeuses de nourriture, mais promeuvent "une modernisation qui ne profite qu'à une minorité de gros producteurs et d'opérateurs du marché au détriment de la grande masse paysanne".

- les effets de ces politiques sur l'environnement et la destruction des ressources sont passés sous silence : "ne l'oublions jamais, l'agriculture l'exportation de brut exporte aussi la fertilité de nos terres, sans mesures de reconstitution pour des raisons évidentes de compétitivité, et compromet à long terme leur productivité".

- l'expropriation des petits paysans de leurs terres et leur sortie de l'agriculture du fait de la spéculation foncière entretenue par les nationaux nantis à la faveur notamment de l'afflux des investisseurs agricoles étrangers.

- l'impasse dans laquelle se trouve la jeunesse rurale quand les "discours vénéreux des agences et projets agricoles d'emplois des jeunes depuis 2000 débouche sur cette réalité consternante de la désertion des jeunes insérés dès que la fin de leur assistance est envisagée".

Parmi les événements survenus dans le contexte depuis 2016 j'aurais pu évoquer la mort en 2018 d'un autre ami du monde paysan, Samir AMIN, qui avait forgé deux concepts très opératoires pour analyser la situation décrite par Abdourahmane Faye : celui de "développement inégal", pour rendre compte de la domination de la « périphérie » qui produit les bases des richesses du monde par les « centres » du capitalisme mondial qui cherchent à en tirer le maximum de profits, et le concept "d'extraversion" qui caractérise les économies de la périphérie exploitées par le centre et renforce leur dépendance. Ce sont des concepts aujourd'hui, à tort, oubliés. Cet oubli témoigne de la dépolitisation de la pensée.

Aborder de façon critique les questions à se poser : quel type d'agriculture ? quel type d'économie ? quel type de société ?

L'ordre dans lequel on se pose ces trois questions n'est pas indifférent. Les politiques actuelles mettent en première position l'ÉCONOMIE et leurs réponses à la question de savoir quel type d'économie il faut promouvoir reposent sur le postulat qu'il n'y a pas d'alternative au modèle néo-libéral dominant tiré par la recherche du profit sur un marché mondialisé. L'AGRICULTURE adaptée à cet ordre économique doit alors être compétitive, productiviste, à haute technologie. Pour faire face aux défis climatiques et démographiques actuels on mise sur une "agriculture

intelligente" censée permettre d'augmenter la productivité en limitant l'émission des gaz à effets de serre<sup>8</sup>.

Ces politiques savent que cet ordre économique a des conséquences dangereuses pour la SOCIÉTÉ : il crée de la richesse pour les uns et de la pauvreté pour les autres, il creuse les inégalités et renforce les exclusions et les frustrations, mais cet ordre social inégal vient au dernier rang des préoccupations et n'est pas remis en question. Il est considéré comme un passage nécessaire pour permettre à la richesse des plus fortunés, pourvu qu'elle continue de s'accroître, de "ruisseler" sur les plus pauvres. Ces politiques ne cherchent pas à instaurer plus de justice sociale mais misent sur la "résilience" des paysans et prévoient simplement des mesures de mitigation (filets sociaux...) qui atténuent les effets des inégalités auprès des plus vulnérables afin de prévenir les risques d'explosion sociale et de montée de l'insécurité.

Traditionnellement les paysans se posent ces questions dans un autre ordre :

- Ils partent de la famille, du village, de communauté – donc de la SOCIÉTÉ, qui est la matrice de leur identité.

- Cette identité "paysanne" s'incarne à travers leurs activités (AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE, ARTISANAT) qui n'est pas seulement ce qui leur permet de se nourrir, mais ce qui construit et entretient leur rapport à la nature (la terre, l'animal, l'eau, le feu...), et fonde leur culture.

- Leurs échanges de biens et de services, c'est à dire leur ÉCONOMIE de proximité, s'organisent sur la base de la complémentarité de leurs activités. Mais il s'agit à proprement parler d'une "économie politique", au sens premier du terme<sup>9</sup>, dans laquelle les rôles et la position de chacun et chacune sont définis en fonction des différentes visions de la société portées par chaque grand groupe socio-culturel (wolofs, peuls et toucouleurs, sérères, mandingues, diolas, lébous, bassaris au Sénégal).

Les réponses paysannes aux questions de la société, de l'agriculture et de l'économie sont ordonnées par leur vision du monde et de la vie. Elles sont déterminées par une véritable "intelligence sociale" qui fait aujourd'hui cruellement défaut dans le monde et qu'Abdourahmane Faye avait bien perçue lorsqu'il invitait dans son livre à "écouter les paysans" pour "changer de cap".

(...)

"Revenir sur ce qui ne nous amènera que dans le mur"

Cette invitation était faite en 2019 par Mamadou Cissokho au cours de la cérémonie de dédicace du livre d'Abdourahmane Faye<sup>10</sup>.

Ce mur que l'on redoute, c'est celui d'un monde qui deviendra invivable le jour où il aura épuisé ses ressources naturelles en vivant au-dessus de ses moyens, celui d'une société déchirée parce qu'elle aura exacerbé la violence en entretenant l'injustice et en creusant les inégalités.

L'aveuglement qui conduit dans le mur, c'est la fuite en avant entretenue par l'illusion de toute puissance dans la maîtrise du monde et de ses richesses, et le contournement des questions vitales en usant d'une rhétorique du développement qui a aseptisé ses dimensions politiques et lissé les aspérités de la réalité pour éteindre toute velléité de résistance. Un discours convenu, chargé d'ambiguïtés, ce qui, selon l'expression de Cissokho, permet à tous de "dire la même chose alors qu'on ne pense pas la même chose". Un discours qui endort et désarme.

Ainsi le discours sur la pauvreté et les "groupes vulnérables" permet de gommer les mécanismes de domination qui les ont produits ; l'invocation consensuelle de "l'inclusion" permet d'éviter l'analyse des ressorts de l'exclusion ; le discours sur la "bonne gouvernance" permet de masquer les réalités de l'oppression subie par ceux et celles qui sont exploités ; parler de "réforme foncière" plutôt que de réforme agraire permet d'ouvrir la porte à l'accaparement des terres ; l'invocation de la "résilience" détourne de l'idée de résistance ; le focus sur "l'employabilité" permet de faire l'impasse sur l'organisation de l'économie et les mécanismes d'exclusion sociale à l'œuvre ; en parlant de "professionnalisation" on postule la supériorité du modèle de l'entreprise à haute technologie mu par la recherche du profit sur les pratiques et les connaissances soucieuses de la reproduction des ressources et de la répartition équitable des richesses, et les "success stories" de jeunes "agripreneurs" ou des "start-up" des nouveaux "champions" que l'on fait miroiter aux yeux des jeunes ruraux sont des mirages qui occultent les nouvelles dominations qui se préparent entre les gagnants et les perdants de la compétition sur le marché ; en vantant les vertus des "Partenariats Public Privé", on avalise le recul de la mission de service public et de garant du bien commun des États ...

Derrière ces mots qui nous gouvernent se cachent des intérêts qui ne sont pas ceux des paysans ni ceux de la communauté humaine, et on assiste à un reflux inquiétant vers les intérêts nationaux ou individuels. Les motivations de l'Union Européenne quand elle a initié en 2015 le Plan d'action de La Valette prévoyant d'investir plus fortement dans le développement et l'éradication de la pauvreté en Afrique étaient clairement de limiter les flux migratoires

devenus indésirables en Europe. Plus près de nous, le dernier message sur la stratégie de coopération internationale 2021-2024 de la Suisse marque un tournant très décevant chez cet ancien fidèle appui au mouvement paysan ouest-africain qui met aujourd'hui en avant "l'intérêt prépondérant de la Suisse"<sup>11</sup>.

L'absence de vision de longue portée et de recul par rapport aux conséquences à moyen et long terme de ce repli sur soi marque un recul alarmant de la pensée.

Heureusement, comme en témoigne la prise de position du CETIM (et elle est loin d'être la seule) ou encore le mouvement de réflexion qui a été stimulé en 2020 par ce formidable analyseur des contradictions et des incohérences du système actuel qu'est la pandémie du coronavirus, il existe toujours des veilleurs engagés qui dénoncent cet aveuglement et cherchent à "percer le mur".

(Extrait des "Mélanges : penser et agir à partir de l'Afrique" - Volume 6, "MUTATIONS SOCIALES : SIGNES À DÉCHIFFRER, SIGNES IN

## **1. Les publications de Loïc Barbedette (LBA) :**

**J'introduis ici un chapitre pour citer les très nombreuses publications d'un expert/ami qui a travaillé avec moi plusieurs années à l'IPD de Douala et qui rédigé l'ouvrage de capitalisation de notre expérience pédagogique IPD concernant l'application de la tridimensionnalité (Formation – recherche – action) dans nos programmes**

**0. Présentation des mélanges : Développer à partir de l'Afrique (texte récapitulatif de ses publications)**

**10. Mélanges - coopération : O.P.; quelques jalons autour des OP en Afrique de l'Ouest**

**11. Mélanges - comment en parler (1) : Mutations sociales**

**12. Mélanges - comment en parler (2): Jeunesse africaine, d'un siècle à l'autre**

- **Coopération au développement : Comment en parler ?**
- **Changer le cours du changement**

- <https://www.inter-reseaux.org/auteur/loic-barbedette/>
- **Connaissances traditionnelles chez les éleveurs d'Afrique de l'Ouest (demander le paper à LBA)**

Puis d'autres auteurs, mais proches de la démarche LBA :

- [Empowerment- généalogie d'un concept](#)
- [ESS international](#) : *texte de référence de l'OCDE*

**Tous les papers de Loïc sont aussi directement disponibles sur demande par email à loic barbedette: <loicbarbedette@orange.fr> ou à : [fernand.vincent@ired.org](mailto:fernand.vincent@ired.org)**

**Ou encore via Academia international.**

### **13- Gabriel Foleu, Coordinateur du projet « Développer l'Afrique autrement », Cameroun**

Réinventer la synergie pour Agir ensemble plus efficacement

#### **INTRODUCTION**

En ce début d'année 2025, notre ami Fernand Vincent nous a proposé un texte qui propose une analyse sommaire de la situation actuelle du monde. Sans être exhaustive elle est précise et rigoureuse et surtout questionne des points essentiels et sensibles que tout humaniste ou acteur du développement devrait se poser. Le plus important dans cette proposition est sans doute le fait qu'il s'agit de réfléchir pour agir. Plusieurs points dans ce texte me semblent extrêmement importants et nécessitent que chacun y réfléchisse, et idéalement y apporte sa contribution. C'est pourquoi il m'a semblé important de partager avec mes pairs et mes aînés ma propre réflexion, ma sensibilité et mes propositions relatives aux questions et enjeux soulevés. Je reviendrais rapidement sur quelques constats présentés par Fernand Vincent, pour y ajouter mon commentaire personnel ; Ensuite je présenterai pourquoi la communication et la technologie sont le champ de bataille principal de cette « guerre », pourquoi l'IRED peut encore jouer un rôle déterminant ; Enfin, en tant qu'animateur de la Dynamique DAA (Développer l'Afrique Autrement) je reviendrai sur les éléments à prendre en compte pour une mobilisation dans le contexte africain.

## 1- LE CONSTAT : LA NÉCESSITÉ DE PRENDRE LE POUVOIR !

*« Ce changement s'effectuera donc progressivement par l'organisation et l'application d'une stratégie de PRESSURING. Il s'agit donc de s'accaparer progressivement le POUVOIR que détiennent actuellement ceux qui dirigent le monde »*

Cet extrait du paper de Fernand Vincent résume bien l'enjeu essentiel : prendre le pouvoir pour imposer un meilleur arbitrage du partage. Comment ? Pas par les armes, pas par une action politique mais par un « PRESSURING » constant jusqu'à l'obtention des résultats voulus. Il me semble important de souligner ici qu'il s'agit d'un rapport de force, qu'il faudra exercer sur le long terme. Il faut être lucide et réaliste, et surtout pas idéaliste : Il s'agit d'une guerre au sens plein du terme. Et si nous avons fait le choix d'emblée de prendre la voie de la non-violence, l'impérialisme économique a déjà prouvé à plusieurs reprises qu'il n'hésite à recourir à la violence pour parvenir à ses fins.

Ma lecture diffère de celle de Fernand Vincent en ce point précis : Notre force à mon avis n'est que potentielle ou latente. Pour pouvoir en faire usage dans un contexte de guerre, il faut au préalable la rendre effective, la constituer. Notre « force » doit donc être structurée et organisée au préalable en une armée non violente. Comme toute armée, elle doit avoir ses généraux, ses officiers et ses soldats. Les généraux pouvant être ici les leaders déjà engagés dans des actions concrètes de développement ou de changement.

Le principal enjeu ici sera de concevoir et poser le modèle d'une synergie d'action globale, capable d'agir au besoin sur le micro, le meso ou le macro. Tous les leaders doivent être imprégnés de la vision et de la stratégie collective, laquelle devra être co-construite par tous. Il ne sera pas superflu de renforcer la culture stratégique des uns et des autres par la lecture des classiques tels que *l'Art de la Guerre* de Sun TZU.

En résumé, pour être en capacité de prendre le pouvoir, il faut au préalable se constituer en force, c'est à dire en un groupe organisé capable d'action ou d'impact. La première mobilisation sera nécessairement humaine, ensuite elle devra être constituée de façon effective pour chaque domaine stratégique : intellectuel, économique, technologique, culturel, éducatif, etc...

## 2- LE CHAMP DE BATAILLE PRINCIPAL : L'INFORMATION

*« Connais ton ennemi et connais-toi toi-même ; eussiez-vous cent guerres à soutenir, cent fois vous serez victorieux. Si tu ignores ton ennemi et que tu te connais toi-même, tes chances de perdre et de gagner seront égales. Si tu ignores à la fois ton ennemi et toi-même, tu ne compteras tes combats que par tes défaites. »*  
L'ART DE LA GUERRE.

Un élément qu'il me semble extrêmement important de prendre en compte c'est l'analyse stratégique qui permet d'identifier où se situe le champ de bataille principal. Fernand Vincent nous donne dans son excellent document des éléments suffisant pour pouvoir l'identifier, mais je souhaite en faire l'emphase ici, car cela me paraît être l'enjeu stratégique le plus important, et celui auquel il faudra donner une attention toute particulière.

**Le pouvoir actuel est aussi détenu par les systèmes d'information qui influencent les comportements de ceux qui en subissent les conséquences.**

**Et récemment, la concentration des données, volées au public, sont à la base de la technologie de l'Intelligence Artificielle (IA)**

**Ainsi, le pouvoir nous échappe ! Nous sommes « conditionnés » par les stratégies du modèle dominant.**

Ci- dessous le classement Forbes 2024 des 10 personnalités les plus riches du monde.

**Qui sont les dix personnalités les plus riches au monde ?\***

1. Elon Musk (Tesla, X, Starlink)
2. Larry Ellison (Oracle)
3. Jeff Bezos (Amazon)
4. Mark Zuckerberg (Facebook, META)
5. Bernard Arnault
6. Larry Page (Google)
7. Warren Buffett
8. Sergey Brin (Google)
9. Amancio Ortega
10. Steve Ballmer (Microsoft)

\*Au 1er novembre 2024, à minuit (heure de l'Est) source : [Lire l'article complet sur le site de Forbes](#)

Un constat simple et facile à faire est celui de remarquer que 7 des 10 personnes les plus riches dans ce monde sont à tête d'entreprises technologiques. J'ai mis les entreprises associées entre parenthèses pour que cela soit plus évident. On pourrait même ajouter Warren Buffet à ce groupe de 7, car il possède d'importantes actions dans plusieurs sociétés technologiques (Apple, Microsoft, etc ...).

Je ne sais pas ce que cela vous inspire, mais pour moi la piste de l'argent ne ment pas.

Aujourd'hui, celui qui contrôle les canaux numériques contrôle le monde. En 2008, déjà l'élection de Barrack Obama a été attribuée selon plusieurs analyste à une mobilisation particulière sur le réseau sociaux, notamment Facebook. Plus récemment, plusieurs semblent attribuer la victoire de Donald Trump au dernière élections américaines à l'implication d'Elon Musk notamment avec le réseau social X (Twitter). Je ne dis pas que ce dernier point soit factuellement vrai, (nous n'avons pas assez d'élément pour cela) je constate simplement qu'une partie importante de l'élite sociale française en est convaincue, au point de lancer le mouvement *helloquittex* (<https://helloquittex.com/>) pour provoquer un désabonnement massif de cette plateforme jugée partisane.

La chine semble a compris les enjeux et s'arrange désormais à proposer une version chinoise de toutes les solutions technologiques majeures : (TikTok, DeepSeeker, Kling Ai, Huawei OS, etc ...). la liste serait longue s'il fallait la citer.

Le domaine prioritaire qu'il s'agit de conquérir sera celui de l'espace numérique, sans quoi la bataille est perdue d'avance, car tous nos efforts pourraient être anéantis en un clic.

### 3- L'ESPOIR QUI VIENT DU BITCOIN

Si mon approche martiale (non-violente) vous convient et que vous êtes également d'avis que la maîtrise des systèmes d'information est un domaine stratégique majeur, peut-être vous viendra-t-il à l'idée de faire un état des lieux de nos forces actuelles, une sorte de revue des troupes de notre armée. Eh bien cet examen pour vous saper le moral et vous plonger dans le pessimisme pour l'avenir.

Comme l'a souligné Fernand Vincent, notre force est constituée d'ONG, OSC, OP qui œuvrent déjà au quotidien pour faire bouger les lignes avec des résultats plus ou moins variables. Mon constat empirique, certes, mais néanmoins pertinent à mon avis, est que pour la plupart de ces organisations le niveau de prise en main, d'intégration, d'assimilation et d'exploitation des outils numériques reste beaucoup trop faible pour tenir le cap dans un contexte de compétitivité. Ce constat se base sur mon expérience en tant que consultant en solutions digitales qui s'étend sur plus d'une vingtaine d'années. Et la situation ne change pas beaucoup selon qu'on est en Afrique, en Europe ou en Amérique du Nord pour ne citer que les régions avec lesquelles j'ai eu des expériences multiples. Il ne s'agit pas d'une critique, mais d'un constat. Lequel peut d'ailleurs aisément s'expliquer dans le contexte sociétal actuel : Les compétences technologiques sont très fortement demandées sur le marché de l'emploi partout sur la planète. Dans un tel contexte la plupart des organisations qui œuvrent pour le développement n'ont pas les moyens de s'offrir les meilleures expertises, ni les meilleures solutions (dans ce cas, plus par défaut d'information que par manque de moyens).

Et c'est ainsi que lentement mais sûrement, (méthodiquement) ont progressivement pris le contrôle des secteurs stratégiques de nos sociétés, voire de notre civilisation. A l'ère du digital, tout va très vite ; les états tout comme les diverses institutions sociales ne peuvent qu'être à la traîne, incapable de suivre le rythme dans un nouvel univers où il faut sans cesse anticiper. Il pourrait y avoir beaucoup à dire à ce sujet car ce constat a déjà été fait par plus d'un auteur et plus d'un chercheur dans divers domaines. Je me contenterais ici de présenter quelques éléments indicateurs.

A titre d'exemple, le grand public a découvert l'Intelligence Artificielle avec la sortie de ChatGPT en décembre 2022 (et ils sont encore nombreux qui essaient encore de comprendre de quoi il s'agit ...). Pour beaucoup l'IA est une innovation récente qui s'est concrétisée avec les applications grand public que l'on connaît de ces deux dernières années. Rien n'est moins faux. L'IA est un domaine de recherche de l'informatique qui existe depuis plus de 60ans ! Les modèles langages qui ont rendu populaires les usages de l'IA, ne sont qu'une application d'un aspect particulier de ce champ de connaissance qui en compte plusieurs. Les états même en occident (USA compris) sont très en retard dans la prise en compte des bouleversements sociaux qui vont être générés par l'IA. Essayez donc d'imaginer ce qu'il en sera pour les pays du Sud.

Et les entreprises pionnières du domaine sont déjà dans le coup d'après ...

Devant un tel tableau, faut-il rester optimiste, y-a-t-il lieu d'espérer ?

Je réponds sans hésiter OUI !

Et je vais vous expliquer pourquoi. Depuis les années 70, il existe un groupe de personnes qui ont vu les dérives potentielles du développement de l'informatique, et le pouvoir de domination que cela constituerait si ce pouvoir était concentré uniquement entre quelques mains. Ils ont donc décidé de veiller à ce qu'il existe toujours une informatique libre : Le mouvement du logiciel Libre ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement\\_du\\_logiciel\\_libre](https://fr.wikipedia.org/wiki/Mouvement_du_logiciel_libre))

Ainsi tout comme Fernand Vincent nous a proposé une série d'auteurs et penseurs qui propose d'explorer un autre modèle, de même dans l'univers de l'informatique, il existe des mouvements qui œuvrent à la pérennité des mouvements alternatifs. Le problème est qu'ils sont en général très peu connus du public. Ces mouvements sont à identifier et à prendre en compte (voire à soutenir) dans les dynamiques de coalition pour l'action.

C'est à l'un de ces mouvements que l'on doit la création du Bitcoin le plus important pied de nez donné au système monétaire international de cette dernière décennie. Pour ceux qui ne le savent pas, le Bitcoin est la première des crypto-monnaies. L'idée était de créer un système de valeur décentralisé, (contrôlé par personne) transparent, (traçable à tout moment) et infalsifiable (où il est impossible de tricher). Le Bitcoin repose sur une innovation technologique appelée la **Blockchain** qui permet la sécurisation d'une information numérique. Malgré toutes les tentatives de l'establishment, le Bitcoin n'a pas pu être démantelé et a rendu possible la création de centaines d'autres crypto-monnaies. L'exemple du Bitcoin est à lui porteur d'importante implication, philosophique, technologique, économique, politique, etc... De tous ces points de vue il y a d'importantes leçons à tirer et beaucoup d'application ou d'adaptation à implémenter. L'on devrait en faire un cas d'école pour tous les leaders du développement alternatif.

L'exemple du Bitcoin n'est pas le seul, mais c'est le plus marquant et le plus représentatif du fait qu'il est possible d'imposer un modèle alternatif au modèle dominant. Il existe plusieurs exemples où les « résistants » ont pu obtenir des victoires concrètes sur les politiques capitalistes dominantes. Les stratégies d'action utilisées sont à mon avis dans bien des transposables aux autres domaines du développement. A défaut, elles peuvent au moins servir de source d'inspiration ou de réflexion. A ce stade ce qu'il faut faire c'est de créer un pont entre les Geeks de l'informatique Libre et la coalition pour un développement alternatif. Une fois de plus, il y a là un potentiel immense qu'il faut transformer en force agissante.

#### 4- L'IREL : UNE OPPORTUNITE POUR SE REINVENTER ?

Dans la coalition pour l'action à laquelle Fernand Vincent nous invite dans son paper, mais également dans ses autres publications, un aspect clé est souligné : la nécessité du s'unir pour agir.

***Notre force organisée obligera les acteurs du modèle dominant à négocier ou accepter nos propositions***

***Nous devons donc pour être plus forts encore pour être capables de promouvoir les changements nécessaires***

Prendre le Leadership pour une telle action peut-il s'inscrire dans le futur de l'IRED ? Une fois de plus je réponds par l'affirmative.

De par les choix de sa dénomination, l'IRED a choisi de se positionner autour de 2 concepts majeurs : L'innovation et le Réseaux.

Comme je l'ai énoncé plus haut, le champ de bataille principal se situe sur le terrain de l'innovation. Ne serait-il pas naturel qu'une fois de plus l'IRED se positionne pour montrer la voie et donner l'exemple ?

Aucun résultat ne saurait être obtenu sans la mise en réseaux sans l'action collective. N'est pas là une bonne opportunité pour l'IRED de redynamiser ses réseaux ? D'en créer de nouveaux ? Et surtout de réinventer la synergie d'action commune à une plus grande échelle ?

Je pense pour ma part que l'IRED le peut et devrait le faire. Comme je l'ai déjà dit, je suis prêt à apporter ma contribution dans un tel objectif avec l'aide et le soutien des aînés. Concrètement qu'est ce qui peut être fait au niveau e l'IRED ?

- **Matérialiser (ou plutôt digitaliser) un grand réseau numérique** afin de faciliter et favoriser la communication entre tous les acteurs de la coalition pour un développement alternatif
- **Créer un grand espace d'échanges sécurisé en ligne** afin de discuter de façon privé et discrète sur les grandes de ligne d'actions stratégiques.
- **Créer un grand répertoire (base de données) des activités** des acteurs et partenaires de la coalition qui proposent des programmes novateurs ou pertinents.
- **Impulser un programme d'éducation au leadership** pour tous les leaders intervenants dans la coalition (du micro au macro) afin de faire émerger une nouvelle génération de leader bien formés.
- **Mettre en œuvre un vaste programme d'éducation numérique** pour tous les acteurs de la société civile (de la base au sommet) pour la promotion des solutions informatiques, libres indépendantes et sécurisés.
- **Fédérer les Organisations internationales spécialisées dans le plaidoyer** pour la mise en œuvre de stratégies sectorielles de PRESSURING.
- **Implémenter des stratégies pour vulgariser la culture de l'autonomie financière** des OSC, ONG et OP.
- **Poser les bases pour la constitution d'une fondation ou d'un fond international** pour soutenir l'autonomisation des OSC.

Plusieurs des idées proposées ici sont incluses dans notre présentation initiale des propositions d'actions de Développer Autrement.

## 5- AGIR EN AFRIQUE : DEVELOPPER L'AFRIQUE AUTREMENT

Au moment j'écris ces lignes, j'ai eu le temps de parcourir la réponse intéressante de notre cher ami et aîné Deo, qui soulèvement des questionnements qui mériterait de prendre le temps d'approfondir. Pour l'heure, je me contenterai de citer une idée prise dans son texte avec laquelle je suis entièrement d'accord et qui constitue aussi un des fondements de ma pensée de la nécessité d'une particularité de l'intervention en Afrique.

***Comme je ne cesse de le matraquer dans mon livre, le plus grand malheur de l'Afrique est d'avoir perdu l'estime de soi, de se considérer comme peuple inférieur et de passer sa vie à essayer de rattraper l'occident considéré comme le modèle planétaire, une course folle de « rattrapagisme » sans issue qui ne fait qu'accroître le fossé.***

L'action en Afrique nécessite pour pouvoir être efficace d'avoir un point de départ qui prenne en ses préoccupations endogènes. Or ce point qui semble aller de soi nécessite un travail préalable et particulier. Terre de valeurs, de noblesse et de dignité par excellence, l'Afrique a perdu tous ses repères.

Pour nous africains d'aujourd'hui qui voulons œuvrer pour un mieux vivre en Afrique, il est nécessaire d'identifier, définir ou reconstituer les valeurs les plus véritablement consensuelles de l'identité africaine. Cela amène questionner ou réexaminer toutes les logiques de « développement » antérieurement proposée.

***Nous avons besoin d'un changement de paradigme, d'une nouvelle approche qui place l'humain au cœur du développement.***

C'est pourquoi nous proposons d'unir tous les efforts des acteurs engagés dans une dynamique nouvelle, celle de "Développer l'Afrique Autrement" (DAA). DAA, se veut être l'alliance des acteurs du changement, de ceux qui, comme vous, œuvrent au quotidien pour une Afrique plus juste, plus solidaire, plus durable.

### **La vision**

La vision de DAA ne diffère pas de celle de l'IREC. Bien au contraire, DAA veut être un espace de concrétisation accrue des valeurs et des principes promues par l'IREC sur le continent Africain. DAA, est l'expression de notre conviction que l'Afrique a les ressources et les talents pour se développer par elle-même, en s'appuyant sur ses propres forces. C'est la promotion de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), un modèle économique qui concilie performance et solidarité, qui crée de la richesse tout en respectant les hommes et l'environnement. C'est un modèle économique qui était déjà connu et pratiqué dans nos villages sans y associer cette terminologie savante.

DAA, c'est aussi et surtout la création d'un espace de dialogue et de collaboration, où les expériences se partagent, les idées s'enrichissent, les projets se construisent ensemble. C'est la mise en commun de nos compétences, de nos réseaux, de notre énergie, de notre génie pour amplifier notre impact.

## Actions Concrètes

La concrétisation d'une telle vision nécessite la création d'un cadre formel et spécifique pour se donner les moyens dans tous les sens du terme, d'atteindre nos objectifs. Participer à cette co-construction est ce à quoi nous invitons actuellement tous ceux qui le souhaitent. En attendant de recevoir les idées et propositions de tous ce qui se joindront à cette dynamique, le premier groupe de travail de DAA a identifié trois champs d'actions prioritaires pour DAA :

1. **Favoriser le partage de connaissances et d'expériences** : Fernand Vincent a mis ses ouvrages à la disposition de DAA et nous en faire une base connaissances pour le renforcement des capacités des acteurs du développement à travers des formations en ligne et la diffusion d'e-books. Les premiers modules de la formation en ligne gratuit pour former les entrepreneurs du changement seront disponible d'ici peu, et nous espérons avoir voir avis et proposition (voire contributions) pour pouvoir les améliorer avant une large diffusion.
2. **Créer un espace de dialogue et de collaboration** : Nous encourageons les échanges entre acteurs du développement pour identifier les bonnes pratiques et construire des solutions innovantes. Nous avons créé des espaces d'échanges sur le site [www.developperautrement.com](http://www.developperautrement.com) et sur d'autres plateformes digitales nous espérons avoir les leaders du changement en Afrique pour les enrichir de leurs contributions.
3. **Soutenir des projets concrets** : Nous travaillons à la création d'un fonds d'échanges pour les leaders, d'un programme de formation pour renforcer les organisations et d'un fonds d'appui pour le lancement d'initiatives économiques. Nous espérons en faire un projet concret avec l'aide des premiers partenaires qui donneront une forme concrète et définitive à DAA.

Nous avons déjà commencé à agir. Grâce à un financement de l'IRED ; nous réalisons en ce moment une petite étude sur l'autonomie financière des ONG, OP et OSC en Afrique. Au delà des objectifs initiaux de cette étude, nous souhaitons recueillir les avis d'un maximum d'acteur africains sur les questions de financements et d'autonomie des organisations pour enrichir les échanges et les analyses futures.

A partir de ces éléments nous souhaitons rassembler tous les partenaires et acteurs intéressés par l'Afrique à déterminer ensemble la meilleure forme d'organisation à donner à la dynamique DAA.

Nous espérons que l'IRED que trouveras la voie pour redonner force et vigueur à son rayonnement et à son impact. Et que DAA pour se positionner comme une matérialisation des idéaux de l'IRED en Afrique, portés et animés par des africains.

Je réitère ma disponibilité à apporter ma contribution à cette action au mieux de mes capacités.

Beaucoup d'action sont possibles et envisageables aussi bien en s'appuyant sur les outils

technologiques. Pussions-nous ensemble trouver les leviers pour faire la différence en Afrique et dans le monde pour le bien être des hommes et femmes qui y vivent.

**De :** Servet Jean-Michel <[jean-michel.servet@graduateinstitute.ch](mailto:jean-michel.servet@graduateinstitute.ch)>

**Envoyé :** mercredi, 5 février 2025 06:31

**À :** [fernand.vincent@ired.org](mailto:fernand.vincent@ired.org) <[fernand.vincent@ired.org](mailto:fernand.vincent@ired.org)>

**Objet :** suite à propos du soutien Bitcoin

Parmi les réactions que j'ai survolées trop vite.

Il y a un correspondant qui voit dans le Bitcoin un modèle d'alternatives... (Gabriel Foleu ?)

Cela fait peur.

Car c'est un puissant instrument spéculatif et d'enrichissement d'une minorité

Je le montre en un chapitre d'une soixantaine de pages dans mon prochain bouquin... à paraître j'espère fin mars

J'en ai traité au cours des dernières années dans plusieurs articles de presse

Et récemment je suis intervenu à distance (depuis l'Italie) dans un colloque à Dakar sur la fin du CFA (voir attaché)

Peux-tu transmettre ce message et son attaché à Gabriel Foleu (s'il est l'auteur du passage pro bitcoin) ?

On peut penser qu'une crise bitcoin (si le projet Trump d'étendre l'usage des cryptos s'applique)

Si les entreprises s'en servent comme réserve

On aura une crise similaire à celle des subprimes en 2008

Née de l'hyperfinanciarisation...

Cette crise peut mettre beaucoup de pendules à l'heure mais comme d'habitude les plus fragiles en souffriront le plus d'autant plus que Trump veut interdire aux banques centrales (et en premier lieu à la FED) de produire des cryptos...

Cher FV,

Je te remercie de m'avoir partagé la réaction de Mr Jean- Michel Servet. J'ai été honoré de la lire, car elle vient me conforter dans notre conviction que si toutes les personnes compétentes se rejoignent à la réflexion plusieurs des problèmes que tu as énuméré dans ton document initial pourraient trouver des solutions viables. Je suis donc reconnaissant envers Mr Servet d'avoir pris le temps de répondre à ton Paper et encore plus d'avoir exprimé son avis sur les quelques idées que nous avons avancées.

Cher Jean-Michel Servet ,

Merci pour votre retour et vos observations concernant la mention du Bitcoin dans mon texte. Je comprends parfaitement vos réserves et je profite de cette occasion pour clarifier ma position sur ce point.

Je comprends vos préoccupations concernant les aspects spéculatifs et les risques potentiels associés aux crypto-monnaies, en particulier dans un contexte de régulation incertaine.

Lorsque j'ai évoqué le Bitcoin, il ne s'agissait pas de le présenter comme une solution idéale ou un modèle alternatif complet au système économique dominant.

Mon intention était plutôt de souligner l'importance de l'innovation technologique et de son potentiel disruptif lorsqu'elle est bien encadrée et utilisée dans un cadre collectif.

Je tiens à préciser que mon soutien au Bitcoin dans le texte ne vise pas à encourager la spéculation, mais plutôt à souligner son potentiel en tant qu'innovation technologique et financière. Encore moins de dire que le Bitcoin est LA solution ultime pour une économie alternative.

Le Bitcoin, en tant que première crypto-monnaie décentralisée, a montré qu'il est possible de créer des systèmes de valeur indépendants des institutions financières traditionnelles. Cela représente une opportunité pour explorer des alternatives au modèle économique dominant, notamment dans des contextes où l'accès aux services financiers est limité.

C'est une démarche et une expérience qui, à mon avis, devrait être enseignée à tous les leaders qui veulent agir pour provoquer un

changement de paradigme de manière non-violente (En termes de stratégie et de mode d'action). C'est un exemple concret de la puissance de l'innovation face à l'adversité.

Le Bitcoin, en tant qu'exemple d'un système décentralisé reposant sur la blockchain, illustre comment une technologie peut remettre en question des modèles centralisés traditionnels.

Cependant, je reconnais que, sans régulation ni vision partagée, les cryptomonnaies peuvent effectivement servir des intérêts spéculatifs et accroître les inégalités économiques.

Je suis tout à fait conscient des dangers liés à l'hyperfinanciarisation et des risques systémiques que vous avez évoqués, notamment en cas d'une adoption massive des cryptomonnaies par les entreprises comme réserves de valeur. Ces risques sont réels et doivent être pris très au sérieux. Votre analyse critique, ainsi que les travaux que vous avez menés sur le sujet, viennent enrichir cette réflexion.

Cela dit, je reste convaincu qu'il existe des enseignements à tirer de l'émergence de technologies comme la blockchain.

Elles offrent des pistes intéressantes pour repenser des systèmes plus transparents, traçables et démocratiques, à condition qu'elles soient intégrées dans une vision collective et solidaire.

Par exemple, l'idée d'un système financier alternatif, basé sur des principes d'autonomie et de décentralisation, pourrait inspirer des initiatives locales ou régionales qui respectent les valeurs de justice sociale et environnementale.

Enfin, je vous remercie pour le partage de votre intervention au colloque de Dakar et de vos travaux sur la fin du franc CFA. Ils ont contribué à enrichir ma compréhension des enjeux financiers et monétaires actuels. Et j'y ai fait des découvertes intéressantes, comme la monnaie fiscale, qui viennent enrichir la palette de solutions alternatives pour les acteurs du changement. S'il existe plusieurs solutions potentielles, que faut-il de plus ?

Se mobiliser pour agir, et c'est ce à quoi nous invite Fernand Vincent. Et c'est à ce titre que la valeur pédagogique du Bitcoin est utile (et non comme monnaie en soi), car il est le résultat d'un passage à l'acte qui prouve qu'on peut faire bouger les lignes.

Il serait également pertinent d'intégrer ces réflexions dans les dynamiques que nous cherchons à impulser, notamment au sein de l'IRED et de la Dynamique DAA.

Je reste convaincu que si nous parvenons à penser notre action de façon collective et ensuite à nous mobiliser dans l'action, nous parviendrons à impulser le changement que nous espérons.

Je vous remercie encore pour votre contribution et reste à votre disposition pour toute discussion complémentaire.

Bien à vous,  
Paul Gabriel FOLEU

---

**Paul Gabriel FOLEU**  
**DÉVELOPPER L'AFRIQUE AUTREMENT**  
Project Manager  
Tel: +237 674 430 022 / +237 699 544 220  
[www.developperautrement.com/](http://www.developperautrement.com/)  
[www.ired.org](http://www.ired.org)

### **13. Luc Foleu, frère de Gabriel, professeur camerounais, Université Canada, ancien PME Cameroun occidental**

Cette année nous permettra de compter de nouvelles réalisations.  
J'échange régulièrement avec Gaby sur le projet DAA.

De manière générale, mon observation de l'évolution de nos sociétés me fait penser qu'il y aura de plus en plus de personnes marginalisées car les systèmes mis en place ne sont pas conçus pour tenir compte de la diversité de population (surtout en termes de capacité financière).

J'ai envie de dire que c'est peut-être le moment où un nouvel esprit coopératif (ou dynamique coopérative) devrait renaître.

On en reparlera certainement.

## 14. Prof. Tony Peireira, Université de Los Angeles, expert en environnement.

Je maintiens le contact avec cet ami qui a un réseau mondial en environnement et qui est intervenu au Cameroun à l'IPD.  
Il sera certainement très intéressé par nos travaux

Reçu ce jour : **De** : solartony <[solartony@gmail.com](mailto:solartony@gmail.com)>

**Envoyé** : samedi, 25 janvier 2025 10:08

**Objet** : today post-fossil fuels societies session with celebrated author Richard Heinberg

today's session starts in 1 hr ... session url links are .... these are the urls for the saturday online meeting ....

for security reasons, plz share links only with trusted parties by email, cellphone or dm, no public posts on fb, twix, ig, trik-tak, etc ...

or join the 'eco-sustainability grassroots' group on fb to watch the live stream

....

<https://meet.google.com/foz-bkqu-vqy> - 1st hour

<https://meet.google.com/kbz-gjkg-ywx> - 2nd hour

« some of the books by Richard, yesterday presentation

1. Memories and Visions of Paradise: Exploring the Universal Myth of a Lost Golden Age (1989)
2. Celebrate the Solstice: Honoring the Earth's Seasonal Rhythms through Festival and Ceremony (1993)
3. A New Covenant with Nature: Notes on the End of Civilization and the Renewal of Culture (1996)
4. Cloning the Buddha: The Moral Impact of Biotechnology (1999)
5. The Party's Over: Oil, War, and the Fate of Industrial Societies (2003)
6. Powerdown: Options and Actions for a Post-Carbon World (2004)
7. The Oil Depletion Protocol: A Plan to Avert Oil Wars, Terrorism and Economic Collapse (2006)
8. Peak Everything: Waking Up to the Century of Declines (2007)
9. Blackout: Coal, Climate, and the Last Energy Crisis (2009)
10. The End of Growth: Adapting to Our New Economic Reality (2011)
11. Snake Oil: How Fracking's False Promise of Plenty Imperils Our Future (2013)

12. Afterburn: Society Beyond Fossil Fuels (2015)
13. Our Renewable Future: Laying the Path for One Hundred Percent Clean Energy (2016, co-authored with David Fridley)
14. Power: Limits and Prospects for Human Survival (2021)

**15. Michel Servet, professeur « Finances » au Graduate Institute de Genève et auteur de nombreux ouvrages sur la micro-finance**

Cher Fernand

Merci de nous donner à penser sur le Que faire?  
je lis ton texte en même que tombe l'annonce de la suppression d'une large fraction de l'aide US au Développement  
surtout que vu qu'une fraction des hyper riches soutiennent Trump...

Bon certains amis me disent  
"Trump aboie mais meurt peu ...  
espérons  
mais c'est très très inquiétant  
on peut difficilement imaginer que dans de nombreux domaines le "privé" prenne le relais

De mon côté en tant qu' "intellectuel" mon agir ne peut que continuer à se situer dans l'écriture  
et les échanges avec mes anciens doctorants devenus prof et qui maintiennent le flambeau ici et là.

Avec du retard je viens de boucler un pavé de plus de 800 pages qui fait la synthèse sur mes écrits monétaires depuis un demi-siècle L'institution monétaire de l'Humanité L'éditeur est Classiques Garnier  
il devrait sortir dans deux mois...  
c'est une sorte de pavé, as usual, contre de nombreuses idées reçues dans le domaine  
Une façon pour moi de poursuivre le combat...

Grand merci pour ton énergie, Cher Fernand) et meilleures pensées amicales à partager autour de toi

jm

## 16. Prof. Aicha El Alaoui, PhD, Université de Rabat, Centre de Développement

Merci cher ami Jacques pour ce partage, et un immense merci à M Fernand Vincent pour continuer à croire en nous, en notre capacité de résister, de repenser et de construire des alternatives...

Le constat (les chiffres de M Fernand) indique une seule conclusion : Chaque jour, nos droits sont écrasés comme si nous n'étions que de simples moustiques porteurs de maladies !  


Oui, je suis d'accord : nous devons nous indigner face à un monde de plus en plus verrouillé par des oligarchies économiques, financières et technologiques. Mais l'indignation seule ne suffit pas ! L'humain a toujours trouvé des alternatives, et il le fera encore. Cependant, l'enjeu est aujourd'hui plus complexe que jamais : après plus d'un siècle de capitalisme débridé, nous sommes devenus des robots performants en consommation et en reproduction des modèles!

La situation devient plus critique encore avec l'émergence de nouveaux "leaders" qui gouvernent le monde, marionnettes d'intérêts supérieurs. Derrière eux, l'ombre pesante des oligarchies qui façonnent notre présent et verrouillent notre avenir.

Que faire ? voilà la grande question.  
L'Afrique, qui devrait être un moteur d'alternatives, reste piégée dans l'impasse. Non pas par manque de capacités, mais parce qu'elle est exploitée sans relâche, comme une vache à lait intarissable pour le système dominant. La vie sur Terre est plus menacée que jamais, et pourtant, après les horreurs des deux guerres mondiales, nous pensions que les conflits armés seraient derrière nous. L'histoire nous a cruellement détrompés : les morts et les victimes après ces guerres sont encore plus nombreux 

Alors, que faire ? 

Nous devons nous organiser. Nous devons mobiliser nos forces et reprendre le contrôle sur notre destinée. Il est impératif de repenser nos modèles, de créer des coalitions, d'affirmer notre pouvoir en tant que producteurs, consommateurs, électeurs, épargnants (..) ou même parents, frères, soeurs, amis.es (humains)... Le système ne changera pas de lui-même, et il ne nous cédera rien sans pression 

Nous avons besoin d'un front uni, d'une stratégie cohérente, et surtout, d'actions concrètes. Il ne s'agit pas d'utopie mais de nécessité. Si nous ne nous levons pas aujourd'hui, demain ne nous appartiendra plus 🙄🙄

Continuons à croire en notre capacité de transformation. Mais cette foi doit se traduire en action. Nous n'avons pas d'autre choix. 🙌🙌

Merci  
Cordialement

**AICHA EL ALAOUI, PhD**

University Professor - Economy, Gender, Social Justice, Development, Climate Change

Tel. (+212) 06 63 50 62 11

[Home | Dr. AICHA ELALAOUI](#)

- **Chief of Department of Economics and Management, Béni Mellal**
- **President of the Center for Development and Democracy – Rabat**
- **Coordinator of Specialized Master "Environmental Economics and Climate Change Risk Management", FEG- USMS - Béni Mellal**
- **Chief of the research team "Solidarity Economy and Social Justice", FEG-USMS- Bén Mellal**

---

## **17. Paul GILS, Editeur de Ciosmopolis, revue des Organisations internationales, Bruxelles**

Cher Ami,

Encore une fois veuillez excuser la lenteur de ma réaction, voici enfin quelques réflexions.

Je suis évidemment attristé par la dissolution de l'USAID, l'Afrique en étant la première victime. Mais comme semble-t-il à toute chose malheur est bon, c'est là l'occasion de repenser l'aide au développement en général. En redéfinissant peut-être les termes, car de quel développement s'agit-il ? De la croissance économique à outrance, dopée par l'IA, quitte à foncer dans le mur de l'inconscience ? Sans doute l'expression de l'économiste camerounais Célestin Monga « pleurnicher pour l'aide n'est pas une stratégie de développement » est-elle un peu excessive, mais dans le même temps il pense que cette réduction des financements pourrait être salutaire pour les pays africains. Pourquoi d'ailleurs dépendre autant des seuls Etats-Unis ? Non qu'il faille se livrer à la Chine, qui est à l'affût et s'apprête à

prendre la place laissée libre, pour avant tout assurer sa propre domination via son économie. Ce qui ne veut pas dire non plus que les anciens colonialistes soient les sauveurs de l'humanité. Et donc, il s'agit de repenser l'ensemble, d'autant que la démographie, qui reste tabou en Afrique, est condamnée à annuler les efforts de développement.

Mais surtout, il me semble que le terme « pleurnicher » cache un monde de corruption qui fait que l'aide ne parvient qu'en (petite) partie aux bénéficiaires supposés. La meilleure idée, à mon avis, serait de tout recentrer sur des initiatives essentiellement africaines, gérées directement par les intéressés, en général la population locale. L'un des cas favorables est la production et le stockage de l'énergie, surtout solaire, vu les bonnes conditions climatiques du continent. Quant aux technologies (IA et le reste), elles doivent être adaptées, comme les téléphones portables qui ne sont pas passés comme en Europe par le téléphone fixe. Ou encore, revigorer l'agriculture, dont les ressources sont immenses et éviteraient par exemple aux gens d'acheter des baguettes fabriquées par des Libanais, comme je le voyais au Gabon. Je voyais d'ailleurs dans ce pays des agriculteurs immigrés chinois très efficaces, qui produisaient des quantités d'aliments en adaptant les cultures aux conditions locales, mais aussi aux nouveaux besoins des populations.

Bref, je ne suis pas du tout spécialiste de ce domaine, mais je suis tombé sur un livre qui me semble intéressant : *Artificial Intelligence and Machine Learning for Sustainable Development. Innovations, Challenges, and Applications. Edited By Pawan Whig, Pavika Sharma, Nagender Aneja, Ahmed A. Elngar, Nuno Silva*, Routledge & Francis, 2024.

*(Applications de l'intelligence artificielle et de l'apprentissage automatique pour le développement durable)*

Accessible sur [Artificial Intelligence and Machine Learning for Sustainable Development](#)

Bien cordialement.

Paul GHILS

Editor/Rédacteur

**Cosmopolis**

*A Journal of Cosmopolitics/Revue de cosmopolitique*

Former Editor,

**Transnational Associations/Associations transnationales**

## Observatoire européen du plurilinguisme (OEP)

Emeritus, Université libre de Bruxelles

Cher Monsieur,

Je repense aux nombreux articles de mon ancienne revue, Associations transnationales, qui traitent de l'aide au développement et en particulier des associations et coopératives, un peu tombées dans l'oubli mais assez positives à l'époque. Si vous voulez y accéder, voici le lien : [UIA's Open Access Journals | Union of International Associations](#) et un exemple de sommaire :

Transnational Associations | 1985 | Issue No: 6

### HideArticles in this Issue

- Editorial, par Robert Fenaux
- Le dossier des coopératives - Cooperatives Survey
- - *Présentation*, par Paul Ghils
- - *Cooperatives and the Poor*, by Goran Hyden
- - *CISL : Coopératives et syndicats, des buts communs*
- - *Activités pratiques de l'OIT dans le domaine des coopératives*
- - *Teacher Cooperatives in Africa*, by Raymond Smyke
- - *Initiatives locales d'emploi en Europe*, par Giles Merritt
- - *Les banques coopératives au Rwanda*, par M. G. Dayer, P. Nyamoya et M. Yadi
- *L'exploitation du travail des enfants de par le monde*, par Myriam Schreiber
- *Bibliography*, by Paul Ghils
- *Echos de la vie associative - News on Associative Affaire*
- *IAPCO News*
- *Index Vol. XXXVII*

## **Personnes, contactées récemment, qui doivent encore répondre :**

- 18. Moucharaf Padonou, Bénin, ancien directeur IPD AOS, directeur de Bureau Etudes développement**

19. **Poussi Ouedraogo, ancien directeur IPD AOS, Directeur d'un centre de formation aux relations internationales au Burkina Fasso**
20. **Eric Adja, ancien cadre de l'IREG Genève, ancien conseiller du Président du Bénin et directeur IT de l'Agence de la Francophonie, Paris, actuellement Président d'une association : Agence panafricaine de l'Intelligence artificielle, Bénin**
21. **Roger Mondoué, Professeur à l'université de Douala au Cameroun et ancien directeur des Doctorants de l'IPD**
22. **Jacques Rivkine, Ingénieur, spécialiste santé, développement international, Genève**  
**Et son Réseau « Développement »**
23. **Boniface Tiotsop, Expert en formation pour le développement, Cameroun**
24. **René Azockli, Bénin, ancien directeur Afrique de l'Ouest d'un réseau de projets de micro-finance**
25. **Awa Ndiaye, Sénégal, Présidente d'un réseau de femmes africaines et consultante Union Africaine**
26. **Vachette Philippe, ancien professeur IPD Douala et Responsable régional de la région Chambéry en environnement**
27. **Benoit Lecomte, Bonneville, France, Grad. Communication OP / IT**
28. **Et l'envoyer aussi pour leurs réactions à :**

**Jean Ziegler, Genève, un ami**

**29. Olivier de Schutter, Belgique, via Déo du Burundi**

**Et d'autres, plus tard**

**23.1.2025.fv**